Liège, Avril 2023

A l'attention des équipes rectorales des Universités et Collèges de direction des Hautes écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'économie sociale : un besoin urgent de sensibilisation et de formation dans les programmes de bachelier

→ Constat

Au début des années 2000, un·e étudiant·e entamant un cursus d'enseignement supérieur devait attendre plusieurs années d'études afin d'avoir enfin droit à un cours éventuel d'économie sociale - *optionnel*.

20 ans après ? Pas de changement. Un travail de recensement de l'offre de programmes de cours sur les questions d'économie sociale en Fédération Wallonie-Bruxelles que nous avons mené en 2022 présente cette conclusion consternante :

En Fédération Wallonie-Bruxelles, l'économie sociale n'est pas enseignée dans les programmes de bacheliers universitaires, à l'exception de 3 cours optionnels en 3ième bac (ESPO UCLouvain, HEC ULiège, Warocqué UMONS).

La situation dans les Hautes écoles varie davantage, mais l'enseignement de l'économie sociale y reste peu développé. En effet, si les filières sociales et cursus de « coopération internationale » bénéficient de certains cours en la matière, ceux-ci sont bien souvent absents des filières économiques et pédagogiques.

De manière générale, l'économie sociale et l'étude de la spécificité de ses entreprises, reste une matière peu dispensée, relativement tard dans les cursus et principalement en option.

Si ce secteur était moins visibilisé il y a 20 ans, il est aujourd'hui incontournable, tant les entreprises d'économie sociale sont devenues des acteurs économiques importants dans le paysage belge. Elles sont au nombre de 11.835 entreprises qui fournissent 254.721 emplois, soit 12,4% de l'emploi total en Wallonie et à Bruxelles (source : observatoire-es.be).

La pluralité et la diversité des structures de l'économie sociale (ASBL, coopératives, mutuelles, fondations) offrent donc un débouché d'emploi à 1 étudiant·e diplômé·e sur 8 dans un secteur en pleine croissance.

L'économie sociale et les entreprises qui la composent s'appuient sur des références et pratiques éprouvées au fil des décennies et constituent des acteurs crédibles de la transition socioéconomique.

→ Proposition

Concrètement, nous demandons aux équipes rectorales ainsi qu'aux Collèges de direction des Universités et Hautes écoles wallonnes et bruxelloises de positionner, dans leurs programmes de cours, dès la première année de bachelier, l'économie

sociale comme une forme d'économie dont les spécificités méritent une attention particulière et un enseignement adéquat.

Plus particulièrement, nous demandons aux doyen·ne·s des Facultés de gestion et directeur·rice·s de catégories économiques de promouvoir l'enseignement de l'économie sociale dans les troncs communs.

→ Pourquoi positionner l'économie sociale comme actrice de la transition économique dans les programmes de bachelier ?

Outre le fait qu'elle participe efficacement à la création d'emplois et à l'augmentation du PIB, l'économie sociale et ses entreprises s'appuient sur des qualités intrinsèques qui contribuent à un nouveau modèle économique porteur de justice sociale et viable d'un point de vue environnemental (Guay-Boutet, C., Martin-Déry, S. et Huot, G., 2021)[1].

Parce qu'elles poursuivent avant tout une finalité de service à la collectivité et d'intérêt général, et adoptent des pratiques de gestion qui favorisent nettement l'inclusion sociale, la durabilité et/ou la participation de leurs parties prenantes, les entreprises d'économie sociale sont mieux placées que les entreprises traditionnelles pour offrir des propositions crédibles face aux trois impasses du système économique actuel :

- Accroissement des inégalités ;
- Dégradation des écosystèmes, épuisement des ressources naturelles, climat menacé ;
- Anxiété des jeunes, perte de sens, fonctionnement à l'encontre de valeurs sociétales et citoyennes.

De plus, l'économie sociale fait preuve d'une plus grande capacité de résilience que l'économie classique. En effet, entre 2017 et 2021, le nombre d'entreprises d'économie sociale, ainsi que le nombre d'emplois générés ont connu une croissance continue, portée à respectivement 4% et 7,6 %. L'économie classique affiche quant à elle une croissance plus modérée, en comparaison avec +2,1 % en nombre d'entreprises et +2,5% en nombre d'emplois (source : observatoire-es.be).

Ainsi, l'économie sociale complète adéquatement l'offre croissante de programmes de cours sur les questions de durabilité et de responsabilité sociétale des entreprises.

→ Le monde politique investit dans l'économie sociale

Le monde politique aussi investit dans ce mouvement :

Récemment (10.06.2022), l'O.I.T. a adopté une *Résolution concernant le travail décent et l'économie sociale et solidaire* qui invite ses membres notamment à « *tenir compte de la contribution de l'économie sociale et solidaire au travail décent, à des économies inclusives et durables, à la justice sociale, au développement durable et à l'amélioration des niveaux de vie pour tous* ».

[1] Guay-Boutet, C., Martin-Déry, S. et Huot, G. (2021). Économie sociale et économie solidaire, un levier pour accélérer la transition socioécologique ? Territoires innovants en économie sociale et solidaire. Disponible sur : https://tiess.ca/wp-content/uploads/2022/05/Transition_Livret.pdf

La Commission européenne a présenté le 9 décembre dernier son nouveau plan d'action pour l'économie sociale. En coopération avec les acteurs de l'économie sociale, une feuille de route ambitieuse à l'horizon 2030 vise à aider l'économie sociale européenne à prospérer, en exploitant tout son potentiel sur le plan économique, pour la création d'emplois ainsi que pour une reprise juste et inclusive et pour la transition écologique et numérique.

La Wallonie inscrit l'économie sociale dans son plan de relance et injecte 22 millions d'euros pour amplifier le développement de ce modèle économique alternatif dans la Région. En cohérence avec les priorités de la Stratégie Alternativ'ES Wallonie, la Région soutient notamment le financement de 4 nouvelles chaires universitaires en économie sociale (ULiège, UCLouvain, UMONS, ULB). La création de ces Chaires et de leurs projets périphériques (projets de recherche, bourses doctorales, certificat à destination des professionnel·le·s) amplifie la sphère académique en économie sociale en Fédération Wallonie-Bruxelles, et la formation des étudiant·e·s de premier cycle doit saisir cette opportunité.

→ Avec vous

Le monde économique et le monde politique prennent en compte les acteurs de l'économie sociale.

Il est urgent que le monde académique se saisisse à son tour de cette matière avec le plus grand sérieux afin de former les étudiant·e·s aux nouveaux modèles d'entreprises - des entreprises innovantes pour des changements sociétaux nécessaires à notre transition socio-économique et environnementale.

Sans être entrés dans le détail des formations et débouchés possibles, nous espérons avoir touché votre intérêt. Pour aller plus loin, sachez que nous sommes prêt·e·s à vous accompagner dans ce travail de réflexion, mettre à disposition des ressources pédagogiques, du temps et des compétences.

Cordialement,

Le projet collectif escap,

À PROPOS D'ESCAP

Parce que l'économie sociale apporte des réponses aux défis sociétaux actuels, escap rassemble des expert·e·s académiques et de terrain qui ont un enjeu commun : soutenir le développement de l'économie sociale et de ses entreprises qui donnent la priorité à leur finalité sociale et adoptent des pratiques de gestion qui favorisent l'inclusion sociale, la durabilité et/ou la participation de leurs parties prenantes. Escap vise ainsi à favoriser et à organiser le transfert de connaissances entre les acteurs de la recherche et de l'écosystème wallon de l'économie sociale. Cette dynamique de transfert d'expertise fait d'escap un lieu privilégié pour faire émerger des réflexions et projets collectifs en faveur du développement de l'économie sociale. Pour accomplir sa mission, escap coordonne chaque année des groupes de travail qui apportent un soutien aux entreprises d'économie sociale, ainsi que des réponses à leurs défis quotidiens par la co-construction de connaissances et d'outils pratiques. → Pour en savoir plus : https://escap.be

Les membres du GT6 escap, dédié au renforcement de la pertinence des enseignements en économie sociale :

Adrian JEHIN, ConcertES
Antoine BUCHET, HEPH Condorcet
Catherine BOLLY, ConcertES
David GABRIEL, HELMo
Elodie DESSY, ULiège
Lola ARPIGNY, ULiège
Jacques DEBRY, Febecoop
Julie FAILON, escap
Marie SPRIMONT, InitiativES
Nabil SHEIKH HASSAN, UCLouvain
Romain DAVID, ULiège